



Conseil économique et social

Distr. générale
18 janvier 2016
Français
Original : anglais et français

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels : renseignements biographiques concernant les candidats

Note du Secrétaire général

1. La procédure régissant l'élection des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, établie par la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, est exposée dans le document E/2016/9/Add.3. La liste des membres actuels du Comité figure en annexe audit document.
2. Dans une note verbale datée du 9 septembre 2015, le Secrétaire général a invité les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à présenter leurs candidats à l'élection au Comité dans un délai de trois mois.
3. On trouvera dans l'annexe à la présente note des renseignements biographiques sur les personnes dont les États parties au Pacte ont présenté la candidature.

* E/2016/1.



Annexe

Renseignements biographiques concernant les candidats à l'élection au Comité des droits économiques, sociaux et culturels^a

Mohamad Ezzeldin Abdel-Moneim (Égypte)

Date et lieu de naissance : 24 novembre 1944, Port-Saïd (Égypte)

Langues de travail : Arabe, anglais et français

Études

- Doctorat de l'Institut de hautes études internationales et du développement de l'Université de Genève
- Licence de la faculté de sciences économiques et politiques de l'Université du Caire

Activités professionnelles

- Maître de conférences en droit international des droits de l'homme pour le Programme de renforcement des capacités sur les droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour le développement, Égypte (2006-2011)
- Maître de conférences sur les organisations internationales non gouvernementales et la société civile internationale, Université du Caire (2007-2014)
- Membre du Comité national des droits économiques, sociaux et culturels (2006-2008)
- Membre du Conseil d'administration du Centre d'études prospectives de l'Université du Canal de Suez, plus particulièrement chargé des incidences des projets à grande échelle sur les communautés locales (1996-2004)
- Membre du Conseil d'administration du Centre d'études politiques et internationales de la faculté d'économie de l'Université du Caire (1996-2004)
- Membre de l'American Society of International Law (1987-1996)
- Maître de conférences sur les organisations internationales à la faculté d'économie de l'Université du Caire (1994-2015)
- Professeur agrégé en droit international et organisations internationales à l'Université Azhar (2004-2011)
- Professeur agrégé en droit international et organisations internationales à l'Université du Canal de Suez (1994-2013)

^a La version longue du curriculum vitae de chaque candidat peut être consultée sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

- Membre du Comité d'études économiques, juridiques et politiques du Conseil suprême de l'enseignement supérieur (2004-2009)
- Membre du Comité national de promotion du droit international humanitaire (1996-2004)
- Conseiller auprès du Président du Conseil national des droits de l'homme pour les droits économiques, sociaux et culturels (2005)
- Conseiller auprès du Secrétaire général de la Ligue des États arabes – interventions dans le domaine de la diplomatie humanitaire, rédaction du Statut de la Cour arabe des droits de l'homme (2005-2012). Adjoint aux affaires multilatérales auprès du Ministre des affaires étrangères (2002-2004)
- Membre de la Direction générale de la recherche économique, plus particulièrement chargé des incidences sociales des politiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Le Caire (1967-1969). Représentant suppléant auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne, chargé des questions relatives aux réfugiés, aux femmes, aux personnes âgées, à la prévention de la criminalité et aux politiques de protection sociale (1988-1991)
- Établissement de documents concernant les droits de l'homme pour des instances multilatérales, notamment l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des organisations régionales (1994-2004)
- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2005); Vice-Président du Comité (2009-2011); Président du Groupe conjoint d'experts du Comité des droits économiques, sociaux et culturels/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2011); membre du Groupe de travail du Comité des droits économiques, sociaux et culturels chargé du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2015)
- S'est exprimé devant plusieurs instances internationales, y compris le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, sur des questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels (2007-2015)
- Intervient actuellement dans la formation des professionnels, militants, étudiants et fonctionnaires consacrée aux fonctions des instances de l'Organisation des Nations Unies chargées des droits de l'homme, plus particulièrement sous l'angle des droits économiques, sociaux et culturels

Fonctions actuelles

- Professeur agrégé spécialisé en droit international et organisations internationales à l'Université de Port-Saïd

Publications

- « Six pillars of wisdom: Human Rights in the Arab Region » (Les six piliers de la sagesse : les droits de l'homme dans les pays arabes) (2007), compte rendu des travaux du Forum de Doha sur la démocratie, le développement et le libre-échange

- « The Global Environment and the Use of Economic sanctions » (Contexte mondial et recours aux sanctions économiques), (2003), Institut sud-africain des affaires internationales, Université de Witwatersrand à Johannesburg (Afrique du Sud)
- « Areas of Action for the South in the 21 century » (Domaines d'action pour le Sud au XXI^e siècle) (2001), Institut sud-africain des affaires internationales, Université de Witwatersrand à Johannesburg (Afrique du Sud)

Marc France Eddy Balancy (Maurice)

Date et lieu de naissance : 6 mars 1953, Maurice

Langues de travail : Anglais et français

Études

Études secondaires

- 1965-1972 : Royal College à Port-Louis, l'un des meilleurs établissements d'enseignement secondaire du secteur public

Études supérieures

- 1973-1976 : licence en droit avec mention obtenue au prestigieux King's College de l'Université de Londres
- 1977-1978 : maîtrise en sociologie et droit délivrée par la Brunel University (Royaume-Uni)
- 1977-1978 : Centre de formation des avocats à Londres – admis au Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles (mi-1978)

Activités professionnelles

- Cour suprême de Maurice : audition d'affaires en première instance (dossiers essentiellement d'ordre constitutionnel et administratif impliquant des questions relatives aux droits de l'homme) et en appel (au civil comme au pénal)
- Ponctuellement chargé de cours de procédure et plaidoirie pénales pour des étudiants présentant les examens d'aptitude à l'exercice des professions juridiques et de cours d'initiation à l'intention des nouveaux avocats
- Représentant de Maurice lors de conférences internationales consacrées à des sujets en rapport avec la fonction judiciaire, notamment l'État de droit et les droits de l'homme

Fonctions actuelles

Juge puîné supérieur à la Cour suprême de Maurice

(Explication : la Cour suprême de Maurice est composée de 21 juges. Le rang le plus élevé est celui de Président; viennent ensuite le juge puîné supérieur – qui est donc le deuxième dans la hiérarchie – et les juges puînés.)

Publications

Auteur de trois ouvrages sur le droit mauricien :

- 1) « The Information » (L'information)
- 2) « The Law of Conspiracy in Mauritius (La conspiration au regard de la loi mauricienne)
- 3) « Basic Criminal Procedure and Evidence for Prosecutors (Procédure pénale et preuves à charge - Notions fondamentales)

Chen Shiqiu (Chine)

Date et lieu de naissance : Novembre 1938, Chine

Langues de travail : Chinois et anglais

Études

- 1957-1960 : Université de technologie de Hefei (Chine)
- 1960-1964 : Faculté des affaires étrangères, Chine

Expérience professionnelle

- 2007-2012 : Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme
- 2002-2006 : Membre de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme
- 1998-2002 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Chine en Indonésie
- 1995-1998 : Directeur général du Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de Chine
- 1990-1995 : Représentant permanent et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Vienne, Représentant permanent et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Représentant permanent et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique
- 1986-1990 : Conseiller et Directeur général adjoint du Département des organisations internationales et des conférences du Ministère des affaires étrangères de Chine
- 1982-1986 : Deuxième Secrétaire, Premier Secrétaire puis Conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et d'autres organisations internationales en Suisse
- 1979-1982 : Directeur adjoint du Département des organisations internationales et des conférences du Ministère des affaires étrangères de Chine

Fonctions actuelles

- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies
- Professeur à temps partiel à l'Université de sciences politiques et de droit (Chine)
- Vice-Président de l'Association de la Chine pour les Nations Unies
- Vice-Président de la Société chinoise pour les études sur les droits de l'homme
- Membre de la Société chinoise de droit international

Laura-Maria Craciunean (Roumanie)

Date et lieu de naissance : 17 mars 1978, Sibiu (Roumanie)

Langues de travail : Anglais, français et espagnol

Études

A. Études principales

- **Études postdoctorales en droit** (2013), Université Lucian Blaga, Sibiu (Roumanie) – Sujet de thèse : La protection internationale des droits culturels et la diversité culturelle
- **Doctorat en droit** (2008), Université Lucian Blaga, Sibiu (Roumanie)
- **Études postuniversitaires en droit** (2002), Université Lucian Blaga, Sibiu (Roumanie)
- **Licence en droit** (2001), Université Lucian Blaga, Sibiu (Roumanie)

B. Formation complémentaire

- **Professeur invité** à l'Université d'été de l'Académie Straniak pour la démocratie et les droits de l'homme, Ulcinj (Monténégro) (septembre 2015) – conférence sur **les droits sociaux et la lutte contre la pauvreté**
- **Professeur invité** à la cinquante-troisième session de la Commission du développement social de l'ONU à New York (février 2015) – exposé : **Regard sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable sous l'angle des droits de l'homme**
- **Conférencière** à la quinzième session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (août 2015) – document de réflexion sur la **prise en compte des droits de l'homme dans la mise en œuvre du programme pour l'après-2015**
- **Conférencière/Chercheuse invitée** (2012), Centre de droit international de la faculté de droit de l'Université d'Amsterdam (Pays-Bas)
- **Membre du groupe de recherche sur la diversité culturelle** (2009), Académie de droit international de La Haye, Centre d'études et de recherches en droit international et relations internationales, La Haye (Pays-Bas)
- **Stages de recherche et de documentation** : **1.** Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg (Allemagne) (2013) **2.** Institut universitaire européen de l'Académie de droit européen, Florence (Italie) (2011)
- **Cycles de formation spécialisée** : **1.** Le droit à un procès équitable à la Cour européenne des droits de l'homme, *Fair Trials International*, Strasbourg (France) (2012); **2.** Université d'été en droit international public, Académie de droit international de Xiamen (Chine) (2010); **3.** Université d'été en droit allemand et européen, Université Ludwig Maximilians, Munich (Allemagne) (2008); **4.** Cycle de formation spécialisée en droit international pénal, Institut supérieur international de sciences criminelles, Syracuse (Italie) (2007);

5. Université d'été en droit international public, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) (2007); 6. Université d'été – L'Europe entre la liberté de culture et la culture des libertés, faculté de droit de l'Université Lucian Blaga, Sibiu (Roumanie) (2007); 7. La Cour pénale internationale – Situation actuelle et défis futurs, Académie de droit européen, Trèves (Allemagne) (2007); 8. Université d'été en droit relatif aux droits de l'homme, Institut universitaire européen de l'Académie de droit européen, Florence (Italie) (2006)

Activités professionnelles

- **Carrière universitaire** : 1. Professeur agrégé (droit international public, droit diplomatique, droit international humanitaire) depuis octobre 2014; 2. Maître de conférences (droit international public, droit diplomatique, droit humanitaire) depuis 2008; 3. Professeur adjoint (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2006-2008; 4. Professeur (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2004-2006; 5. Professeur suppléant (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2002-2004. Toutes ces fonctions ont été exercées à la faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie)
- **Carrière juridique** : 1. Avocate (droit du travail, droit de la famille), Union nationale des barreaux roumains, Ordre des avocats de Sibiu (depuis 2010); 2. Conseillère juridique (droit du travail, droit commercial) pour les sociétés Nina, Tacom et Icos Trading Ltd., (2003-2004); 3. Conseillère juridique (droit du travail, droit commercial) pour la société AI-Comsib Stock (2001-2003)

Fonctions actuelles

- **Expert indépendant** auprès du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (depuis 2014). Membre des groupes de rédaction en charge des questions ci-après : corruption et droits de l'homme, collectivités locales et droits de l'homme, discrimination contre les personnes atteintes de lèpre, enfants et adolescents migrants
- **Vice-doyenne** de la faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu
- **Professeur agrégé** en droit public international, droit diplomatique et droit humanitaire, faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu; Cosecrétaire du Comité de rédaction de la revue juridique *Acta Universitatis Lucian Blaga Jurisprudentia*; Secrétaire du Centre de recherches en droit public; membre de l'Association ADESTE
- **Avocate** (depuis 2010) en droit du travail et droit de la famille, Union nationale des barreaux roumains, Ordre des avocats de Sibiu

Affiliation à des associations

- **Membre** de la Société européenne de droit international (depuis 2008); de l'Association de droit pénal européen (depuis 2007); de l'Association des auditeurs et anciens étudiants de l'Académie de droit international de La Haye (depuis 2007); Membre fondatrice du Centre de formation des conseillers juridiques de Sibiu (2004-2010); membre de l'Ordre des avocats de Sibiu (depuis septembre 2010)

- **Membre** du Comité consultatif de l'Agence locale pour l'emploi de Sibiu (depuis 2001)
- **Membre** de la Commission pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de Sibiu (depuis 2010)

Publications

- **Auteur** de 10 livres, 70 articles et commentaires publiés en Roumanie, en Italie, aux Pays-Bas, en Inde et en République de Moldova
- **Domaines de recherches** : droits économiques, sociaux et culturels, droits et protection des minorités, droits de l'homme et diversité culturelle
- **Publications en rapport avec le poste sollicité** :
 - A. Livres** (liste non exhaustive)
 1. « Protecția diversității culturale în dreptul internațional: modelul “uniți în diversitate”? » (Protection internationale de la diversité culturelle : faut-il suivre le modèle « Unis dans la diversité »?), Hamangiu, Bucarest, 2013 (thèse de troisième cycle)
 2. « Protecția drepturilor culturale în dreptul internațional (La protection internationale des droits culturels), CH Beck, Bucarest, 2011
 3. « Drept diplomatic și consular: Note de curs » (Notes de cours de droit diplomatique et consulaire), Sibiu, 2011
 4. « Drept internațional public » (Le droit international public), Hamangiu, Bucarest, 2008 et 2014 (deuxième édition), en collaboration avec le professeur Bianca Selejan Gutan
 5. « Drept internațional umanitar » (Le droit international humanitaire), Hamangiu, Bucarest, 2014
 - B. Articles** (liste non exhaustive)
 1. « Cultural Rights and a Right to Cultural Identity before the European Court of Human Rights: Present Approaches and Future Challenges » (Les droits culturels et le droit à l'identité culturelle devant la Cour européenne des droits de l'homme : approches actuelles et défis à venir), sous presse, cité *in* D. Moura Vicente, « Towards a Universal Justice? Putting International Courts and Jurisdictions into Perspective » (Vers une justice universelle? Mise en perspective des tribunaux et juridictions internationales), Éditions universitaires Brill, 2015. Cet ouvrage est le fruit des documents issus de la Conférence régionale de l'Association de droit international tenue à Lisbonne du 11 au 13 septembre 2014
 2. « Implementing Cultural Diversity within and outside the European Union: a test for the EU's and its Members States Competences in Cultural Matters? » (Mettre en œuvre la diversité culturelle au sein et à l'extérieur de l'Union européenne : une épreuve de vérité pour les compétences de l'Union européenne et de ses États membres en matière culturelle?), Christ University Law Journal, t. 4, n° 1/2015 (janvier-juin 2015), p. 103 à 123, Bangalore (Inde)

3. « Religious Diversity in Romania – Europe’s Best Pupil? » (La diversité religieuse en Roumanie – le bon élève de l’Europe?), Éditions M.-C. Foblets et N. Yassari, « Approches juridiques de la diversité culturelle », Éditions Martinus Nijhoff, Leiden/Boston, 2013, p. 637 à 678
4. « The Draft Law on the Protection of National Minorities in Romania: Towards a Legal Definition of the Syntagm “National Minority”? » (Projet de loi sur la protection des minorités nationales en Roumanie : vers une définition juridique du concept de « minorité nationale »?), in Éditions A. Oriolo, A. Vigorito, « La dimensione culturale nel diritto interno ed internazionale » (La dimension culturelle dans le droit interne et international), Éditions Aracne, Rome, p. 99 à 129
5. « Diversitatea culturală și “uniți în diversitate”: valori fundamentale ale dreptului Uniunii Europene. Înainte și după Lisabona » (La diversité culturelle et « Unis dans la diversité » : valeurs fondamentales du droit communautaire. Avant et après Lisbonne) in *Dreptul* n° 08/2013, Universul Juridic, Bucarest, p. 226 à 251
6. « Uniunea Europeană și adoptarea Convenției UNESCO din 2005: despre promovarea diversității culturale în relațiile externe ale Uniunii Europene » (L’Union européenne et l’adoption de la Convention de 2005 de l’UNESCO : promotion de la diversité culturelle dans les relations extérieures de l’Union européenne), in *Pandectele Române*, n° 5/2013, Wolters Kluwer, Bucarest, p. 51 à 67
7. « Drepturile culturale în jurisprudența Curții Europene a drepturilor omului: o încercare de a construi principii comune în materie culturală? » (Les droits culturels dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme : une tentative pour construire certains principes culturels communs?) in Éditions C. Munteanu, in *Honorem Alexandru Bacaci, Ovidiu Ungureanu, Culegere de studii*, Universul Juridic, Bucarest, 2012, p. 379 à 388
8. « Curtea Europeană a Drepturilor Omului: despre dreptul la identitate culturală » (Cour européenne des droits de l’homme : un droit subjectif distinct à une identité culturelle) in *Pandectele Române*, n° 7/2012, Wolters Kluwer, Bucarest, p. 13 à 31
9. « Doctrina marjei de apreciere în jurisprudența CEDO: un instrument util pentru protejarea diversității culturale inter și intra-statale? (La doctrine de la marge d’appréciation : un instrument utile pour la protection de la diversité inter et infra-étatiques?) in Éditions R. Bercea, « Mai este Curtea Europeană a Drepturilor Omului un mecanism judiciar eficace? » (La Cour européenne des droits de l’homme est-elle un mécanisme judiciaire efficace?), Universul Juridic, Bucarest, 2013, p. 205 à 217
10. « Protocolul Opțional la Pactul Internațional privind Drepturile Economice, Sociale și Culturale: o nouă eră pentru drepturile culturale? » (Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies : une ère nouvelle pour les droits culturels?), in *NRDO* [Le nouveau journal roumain des droits de l’homme] n° 1/2011, C.H. Beck, également disponible en anglais à l’adresse : http://njhr.ro/?page_id=63

11. « Is there a Right to Cultural Identity? » (Existe-t-il un droit à l'identité culturelle?) *in* East-West Cultural Passage, t. 11/2011, p. 142 à 164
12. « The Role of the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights General Comment no.21/2009 in Clarifying the Content of the Right to Take Part in Cultural Right » (Le rôle de l'observation générale n° 21/2009 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies pour clarifier ce que recouvre le droit de prendre part au droit culturel), *in* Caiete de Drept Internațional (*Les cahiers du droit international*), n° 1/2011
13. « About Cultural Rights in International Law: Conceptual Clarifications » (Les droits culturels en droit international : précisions conceptuelles) *in* RRDI (*Journal roumain de droit international*) n° 12/2011, C.H. Beck, Bucarest, p. 70 à 91
14. « Protecția diversității culturale în dreptul internațional - UNESCO, între tradiții și cultura diversității » (La protection de la diversité culturelle en droit international – l'UNESCO, entre traditions et culture de la diversité) *in* NRDO (Le nouveau journal roumain des droits de l'homme), n° 4/2010, C.H. Beck, Bucarest, p. 25 à 42
15. « Consiliul Europei, Uniunea Europeană și România, despre libertatea gândirii, conștiinței și a religiei » (Conseil de l'Europe, Union européenne et Roumanie, à propos de la liberté de pensée, de conscience et de religion) *in* ACTA ULBS n° 1/2010, Universul Juridic, Bucarest, p. 281 à 293
16. « Discuții cu privire la condițiile de admisibilitate a comunicărilor adresate Comitetului pentru Drepturile Economice, Sociale și Culturale » (Discussions sur les conditions de recevabilité des communications présentées devant le Comité international des droits économiques, sociaux et culturels) *in* ACTA ULBS n° 2/2010, Universul Juridic, Bucarest, p. 227 à 237

Zdzislaw Kedzia (Pologne)

Date et lieu de naissance : 2 juillet 1943, Radom (Pologne)

Langues de travail : Anglais

Études

- 1992 – Professeur de droit – titre universitaire délivré par le Président de la République
- 1980 – Doctorat d’État en droit, Institut d’études juridiques de l’Académie polonaise des Sciences
- 1972 – Doctorat en droit, Université Adam Mickiewicz, Poznań (Pologne)

Activités professionnelles

Carrière universitaire

- Professeur à l’Institut d’études juridiques de l’Académie polonaise des sciences et Directeur du Centre des droits de l’homme de Poznan (jusqu’en 1991)
- Conseiller auprès du Parlement sur les droits de l’homme et les questions constitutionnelles (1989-1991)
- Spécialiste des droits de l’homme et des questions constitutionnelles, invité lors des tables rondes organisées entre le syndicat Solidarnosc et le Gouvernement en 1989
- Conseiller auprès du Médiateur polonais (1987-1991)
- Conférencier pour l’Académie de droit international de La Haye, le cours annuel de formation à l’Institut international des droits de l’homme de Strasbourg et la session annuelle de l’Institut de droit public international et de relations internationales de Thessalonique, ainsi que pour de nombreuses universités en Pologne et à l’étranger (Allemagne, Autriche, Chine, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Grèce, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Suède, Suisse et Ukraine, notamment)

Organisations internationales

- Chef du Service de la recherche et du droit au développement (y compris l’assistance technique aux pays en situation d’après conflit et de transition démocratique), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme à Genève (2001-2005)
- Chef du Service des programmes et des activités (y compris les opérations sur le terrain dans les zones de conflit), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme à Genève (1999-2001)
- Conseiller principal du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme à Genève (1994-1999)

Service diplomatique

- Ministre-Conseiller de la Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1991-1994)
- Rapporteur de la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (1994)
- Rapporteur général de la deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne (1993)
- Représentant de la Pologne à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993)
- Rapporteur du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1991-1993)
- Chef de la délégation polonaise lors des quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme (1992-1993)
- Membre suppléant de la Commission de Venise « pour la démocratie par le droit » (1991-1994)
- Conseiller principal auprès du Ministre des Affaires étrangères sur les questions des droits de l'homme (1990-1991)
- Représentant de la Pologne au Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1990-1991)

Fonctions actuelles

- Professeur, chaire de droit constitutionnel, faculté de droit et d'administration de l'Université Adam-Mickiewicz, Poznań (Pologne)
- **Matières enseignées** : droit constitutionnel, droit international des droits de l'homme
- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (Nations Unies) – Président de 2013 à 2015
- Directeur national du Programme européen de master en droits de l'homme, Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation
- Professeur honoraire à l'Université de Hagen (Allemagne)

Publications

- « The Implementation of Social and Economic Rights in Central and Eastern European Countries » (La mise en œuvre des droits sociaux et économiques dans les pays d'Europe centrale et orientale), *in* « The Implementation of Economic and Social Rights. National, International and Comparative Aspects » (La mise en œuvre des droits économiques et sociaux: aspects nationaux, internationaux et comparés), Engel Verlag 1991
- « Right to life, Freedom of movement, The citizen's right to protection by the State while staying abroad, The foreigner's right to be protected against arbitrary expulsion » (Droit à la vie, liberté de circulation, droit du citoyen à la

protection par l'État pendant son séjour à l'étranger, droit des ressortissants étrangers d'être protégés contre les expulsions arbitraires), *in* « Human Rights. The Legal Model. Studies in International and Comparative Law » (Droits de l'homme : le modèle juridique. Études de droit international et de droit comparé), Ossolineum 1991

- « An East-European Perspective of an All-European System of Human Rights Protection » (Un point de vue est-européen sur un système paneuropéen de protection des droits de l'homme), *in* « Perspectives of an All-European System of Human Rights Protection. The Role of the Council of Europe, the CSCE, and the European Communities » (Points de vue sur un système paneuropéen de protection des droits de l'homme. Rôle du Conseil de l'Europe, de la CSCE et des communautés européennes), *All-European Human Rights Yearbook (Annuaire paneuropéen des droits de l'homme)*, 1991, t. 1
- « The European Convention on Human Rights and the Polish Law » (La Convention européenne des droits de l'homme et le droit polonais), *in* Nomos Verlag, 1992
- « Comments on the preparatory work for the new Polish Constitution » (Observations sur les travaux préparatoires de la nouvelle Constitution polonaise), *in* Droit constitutionnel, Université Erasmus de Rotterdam, 1993
- « Remarks on axiology of the future Polish Constitution » (Observations relatives à l'axiologie de la future constitution polonaise), *Ethos* (Lublin), 1992, t. 2
- « The implementation of international human rights treaties in Poland » (La mise en œuvre des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme en Pologne), *in* « Relationships between international and domestic law » (Liens entre le droit international et le droit interne), Séminaire UniDem, 19 au 21 mai 1993, Poznan (1994)
- « The Vienna World Conference on Human Rights: a failure or milestone in human rights history? » (La Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme : un échec ou un tournant dans l'histoire des droits de l'homme?), *International Geneva Yearbook, (Annuaire des activités et organisations internationales de Genève)*, 1994, t. 8
- « The United Nations High Commissioner for Human Rights » (Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme), *in* *Recht zwischen Umbruch und Bewahrung*, Springer Verlag 1995
- « Constitutional Culture and Human Rights » (Culture constitutionnelle et droits de l'homme), *in* *Constitutional Cultures (Cultures constitutionnelles)*, Institut des affaires publiques de Varsovie, 2000
- « United Nations Mechanisms to Promote and Protect Human Rights » (Les mécanismes des Nations Unies visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme), *in* « Mechanisms of the Promotion and Protection of Human Rights » (Mécanismes de promotion et protection des droits de l'homme), UNESCO, 2003

- « Present-Day Challenges to Human Rights » (Défis actuels en matière de droits de l'homme), *The Polish Quarterly of International Affairs* (Bulletin trimestriel polonais des affaires internationales), t. 12/2003, n° 3
- « The Polish contribution to the international human rights protection » (La contribution polonaise à la protection internationale des droits de l'homme), *in Human Rights in the Polish Foreign Policy* (Les droits de l'homme dans la politique étrangère polonaise), Institut polonais des affaires internationales, 2007
- « 2005 World Summit – the reform of the United Nations human rights programme » (Sommet mondial de 2005 – la réforme du programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme), *Polish Diplomatic Review* (Revue diplomatique polonaise), n° 5, septembre et octobre 2007
- « The Road to Vienna: Negotiating the Vienna Declaration and Programme of Action » (Le chemin qui mène à Vienne : négocier la Déclaration et le Programme d'action de Vienne), *in Global Standards – Local Action: 15 Years of Vienna World Conference on Human Rights*, (Normes mondiales – Action locale : quinzième anniversaire de la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme), Vienne, 2009
- « Contemporary challenges to human rights in the light of the Polish Constitutional Law » (Défis contemporains en matière de droits de l'homme à la lumière de la loi constitutionnelle polonaise), publié sous la direction de Zdzislaw Kedzia et Antoni Rost, Poznan 2009
- « Mainstreaming human rights within the United Nations system » (Intégrer les droits de l'homme dans le système des Nations Unies), *in International Human Rights Monitoring Mechanisms* (Mécanismes internationaux de contrôle des droits de l'homme), Essais dédiés à Jakob Th. Möller, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, 2009
- « Managing Diversity. Protection of Minorities in International Law » (Gérer la diversité. La protection des minorités en droit international), publié sous la direction de Daniel Thürer et Zdzisław Kędzia, Schulthess Verlag, 2009
- « Relationship between the European Convention on Human Rights and the Charter of Fundamental Rights after the European Union's accession to the Convention » (Liens entre la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux après l'adhésion de l'Union européenne à la Convention), *in Fundamental Rights Protection in the European Union* (Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne), publié sous la direction de J. Barcz, Varsovie 2009
- « The Responsibility to Protect: Political Strength vs. Legal Fragility » (Le devoir de protéger : quand la force politique s'oppose à la fragilité juridique), *in Rafał Lemkin A Hero of Humankind* (Rafał Lemkin, héros de l'humanité), publié sous la direction d'Agnieszka Bieńczyk-Missala et Sławomir Dębski, Institut polonais des affaires internationales, 2010
- « Human Rights Diplomacy: Contemporary Perspectives » (Diplomatie des droits de l'homme : perspectives contemporaines), publié sous la direction de Michael O'Flaherty, Zdzislaw Kedzia, Amrei Müller, George Ulrich, Publications Martinus Nijhoff, Leiden-Boston, 2011. Auteur de « Conference

Diplomacy and Human Rights » (Diplomatie de conférence et droits de l'homme)

- « Reinforcement of Economic, Social and Cultural Rights » (Renforcement des droits économiques, sociaux et culturels), *European Yearbook on Human Rights (Annuaire européen des droits de l'homme)*, Intersentia, p. 23 à 37
- « Constitution Making and Human Rights » (Élaboration d'une constitution et droits de l'homme) – Guide des Nations Unies (sous presse)
- « Countering Corruption and Human Rights » (Lutte contre la corruption et droits de l'homme) – Publication des Nations Unies (sous presse)

Sandra Liebenberg (Afrique du Sud)

Date et lieu de naissance : 26 février 1965, Durban (Afrique du Sud)

Langues de travail : Anglais et afrikaans

Études

- Scolarité : diplôme national de fin d'études secondaires
- Études supérieures : licence en droit (Université du Cap), master en droit international des droits de l'homme (avec mention), doctorat en droit (Université de Witwatersrand)
- Cycle de formation approfondie sur la protection internationale des droits de l'homme, Institut des droits de l'homme de l'Université Abo Akademi, Finlande
- Institut universitaire des droits de l'homme, Abo Akademi, Turku (Finlande)

Activités professionnelles

- Chargée de recherche, Legal Resource Centre (Centre de ressources juridiques) (1988)
- Avocate à la Cour suprême du Cap, activité axée sur les procédures d'intérêt général (1989-1993)
- Présidente du Comité technique (Déclaration des droits) de l'Assemblée constituante sud-africaine (1995-1997)
- Chercheuse et coordonnatrice, projet « Femmes et droits fondamentaux », Community Law Centre (Centre juridique communautaire), Université de Western Cape (1995-1996)
- Fondatrice et directrice du projet sur les droits socioéconomiques, Community Law Centre (Centre juridique communautaire) (1997-2003)
- Chercheur africain émérite à la faculté de droit de l'Université Cornell, États-Unis (2011)
- Professeur invité émérite attachée au Programme de bourses d'études J.C. Smith de la faculté de droit de l'Université de Nottingham, Royaume-Uni (2015)
- Chargée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, avec un autre expert, de rédiger les Principes et lignes directrices pour la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels (2005-2008)
- Coorganisatrice, avec l'Institut Abo Akademi des droits de l'homme et le Centre norvégien pour les droits de l'homme, du cycle de cours consacré chaque année à la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels (École internationale des droits économiques, sociaux et culturels) (depuis 2005)
- Ancienne Présidente du Conseil d'administration du Centre d'assistance juridique pour les femmes, Afrique du Sud

- Présidente fondatrice et actuellement membre ordinaire du Conseil d'administration de l'Institut sud-africain des droits socioéconomiques
- Membre du Conseil d'orientation de la Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (Initiative mondiale en faveur des droits économiques, sociaux et culturels)
- Lauréate du prix du service rendu à la communauté décerné par le recteur de l'Université de Stellenbosch (2014)

Fonctions actuelles

- Professeur d'université émérite et titulaire de la chaire de droit international des droits de l'homme H.F. Oppenheimer, Université de Stellenbosch
- Fondatrice et codirectrice du Socio-Economic Rights and Administrative Justice Research Project (Projet de recherche sur les droits socio-économiques et la justice administrative), <http://blogs.sun.ac.za/seraj/>
- Présidente du Comité de recherche de la faculté de droit

Publications

Ouvrages

- « Law and Poverty: Perspectives from South Africa and Beyond » (Droit et pauvreté : le point de vue de l'Afrique du Sud et au-delà), publié sous la direction de S. Liebenberg, et G. Quinot (2011, Juta & Co)
- « Socio-Economic Rights: Adjudication under a Transformative Constitution » (Statuer sur les droits socioéconomiques dans le cadre d'une constitution novatrice) (2010, Juta & Co)
- « The Constitution of South Africa from a Gender Perspective » (La Constitution sud-africaine sous l'angle de l'égalité des sexes) (1995, Éditions David Philip)

Articles et chapitres de livres

- 28 articles parus dans des revues spécialisées
- 30 chapitres de livres

Mikel Mancisidor de la Fuente (Espagne)

Date et lieu de naissance : 8 juin 1970, Bilbao (Espagne)

Langues de travail : Espagnol, anglais et français

Études

- Doctorat en relations internationales, École de diplomatie et de relations internationales de Genève
- Licence en droit, Université de Deusto, Bilbao
- Diplôme d'études européennes et de droit européen, Instituto de Estudios Europeos (Institut d'études européennes), Université de Deusto, Bilbao
- Master en action humanitaire internationale, Université de Deusto, Bilbao. NOHA (réseau d'aide humanitaire). Spécialisation en géopolitique, Université de Louvain-la-Neuve (Belgique)
- Master en gestion de l'environnement, Instituto de Investigaciones Ecológicas (Institut de recherches écologiques), AMIEC et Open International University, Londres
- Session annuelle d'études à l'Institut international des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg

Expérience professionnelle

- **2004-2014** Directeur d'UNESCO Etxea – Centre UNESCO du Pays basque. Organisme doté du statut consultatif auprès des Nations Unies et du statut de partenaire international de l'UNESCO
- **2009-2012** Maître de conférences en droit international public à l'Université de Deusto
- **1995-2004** Employé par l'organisation non gouvernementale PTM-Mundubat (www.ptmmundubat.org); **2000-2004**, Coordonnateur du département des droits de l'homme et des questions juridiques; **1999**, Chef de projet en Colombie; **1997-1998**, Coordonnateur du Département de projets européens; **1995-1996**, Chef de projets au Mexique
- **1999-2000** Directeur de coordination de la Fundación de Estudios para la Paz y Transformación de Conflictos Gernika Gogoratuz (Centre de recherches pour la paix et la résolution des conflits Gernika Gogoratuz) (www.gernikagogoratuz.org)
- **1997-1998** Chercheur attaché au projet de recherche comparée sur le secteur non lucratif, Université John Hopkins
- **1994-1995** Boursier du Département de droit international, Université de Deusto

Fonctions actuelles

- Vice-Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Rapporteur pour une future Observation générale sur la science et les droits de l'homme
- Président de l'Institut international pour le droit fondamental à la science
- Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Deusto
- Membre du Comité directeur de l'Institut basque pour la mémoire et les droits de l'homme

Distinctions et récompenses

- Médaille d'or des droits de l'homme 2013, décernée par la Liga Española Pro-Derechos Humanos (Ligue espagnole des droits de l'homme)
- Chercheur honoraire attaché à l'Institut Globecraft de l'École de diplomatie de Genève
- Membre du jury du Premio Iberoamericano de Derechos Humanos y Cultura de Paz (Prix ibéro-américain des droits de l'homme et de la culture de la paix)
- Membre du jury du Prix des droits de l'homme René Cassin
- Membre de l'équipe d'experts de l'« International Programme Chair of United Nations Millennium Goals » (Présidence du programme international des objectifs du Millénaire des Nations Unies), Projet de recherche sous l'égide du Real Colegio Complutense et de la faculté de droit de Harvard (Massachusetts, États-Unis)
- Maître de conférences à l'Institut des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (quarante-septième session annuelle d'études). Conférencier invité à l'école de diplomatie de Madrid, à l'Université Externado (Bogota), à l'Institut des droits de l'homme de Catalogne (Barcelone), à l'Université Complutense de Madrid, à l'Université Carlos III de Madrid et à l'Université du Pays basque

Publications

- Mikel Mancisidor, « Historia del Derecho Humano a la Ciencia » (Histoire du droit fondamental à la science), *in* Niko Huhle/Teresa Huhle (Hrsg.) « Die Subversive Kraft der Menschenrechte », Oldenburg, 2015
- Mikel Mancisidor, « Is there such a Thing as a Human Right to Science in International Law? » (Existe-t-il un droit fondamental à la science en droit international?), *Réflexions*, Association européenne de droit international, 2015
- Mikel Mancisidor, « El Derecho a la Ciencia » (Le droit à la science), *Investigación y Ciencia* (Recherche et science), novembre 2014
- Mikel Mancisidor, « Los ODM y el agua. Una Historia de éxito? » (Les objectifs du millénaire pour le développement et l'eau. Une réussite?) *Revista de Estudios Empresariales* (Revue d'études commerciales), Université de Deusto, 2012

- Mikel Mancisidor, « Los Derechos Economicos, Sociales y Culturales en la Convencion Iberoamericana » (Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Convention ibéro-américaine), *in* OIJ-FNUPA, « La Convención Iberoamericana de Derechos de los Jóvenes » (La Convention ibéro-américaine des droits des jeunes), OIJ-FNUAP, 2012, p. 63 à 79
- Mikel Mancisidor et Mainer Marraña: « Sociedad civil, cultura y derechos humanos » (Société civile, culture et droits de l’homme), Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, *in* « La Cooperación Cultural en el ámbito multilateral, Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación » (La coopération culturelle dans un cadre multilatéral), Ministère des affaires étrangères et de la coopération, Madrid, 2011, p. 319 à 339
- Mikel Mancisidor, « Los Derechos Económicos, Sociales y Culturales: una puesta al Día » (Les droits économiques, sociaux et culturels – mise à jour), *in* ANUARIO CEIPAZ 2010-2011, Barcelone, Icaria, 2010
- Mikel Mancisidor, Lena Salomé, Andras Szöllözi, Vladimir Volodin: « Outcome of the International Experts’ Meeting on the Right to Water » (Résultats de la réunion internationale d’experts sur le droit à l’eau), UNESCO, 2009
- Sous la direction de Mikel Mancisidor: « The Human Right to Water » (Le droit fondamental à l’eau), Barcelone, ICARIA, 2009
- Mikel Mancisidor. « The Water Paradigms » (Les paradigmes de l’eau) *in* « Human Right to Water » (Le droit fondamental à l’eau), p. 79 à 104
- Mikel Mancisidor, « Aproximación al Agua (y Saneamiento) como objeto de un Derecho Humano » (L’eau (et l’assainissement) comme droit fondamental), *in* « Agua: el desafío del siglo XXI » (L’eau : le défi du XXI^e siècle), Agora Valence, CEPS, 2008

Sergey N. Martynov (Biélarus)

Date et lieu de naissance : 22 février 1953, Biélarus

Langues de travail : Russe, anglais et français

Études

- Diplôme de l'Institut des relations internationales de Moscou, mention très bien, 1970-1975

Activités professionnelles

- 1975-1980 : Département des organisations économiques internationales au Ministère des affaires étrangères (Organisation internationale du Travail, Commission économique européenne)
- 1980-1988 : Assistant du Ministre des affaires étrangères
- 1988-1991 : Directeur adjoint du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères (chargé des questions politiques, sociales et économiques)
- 1991-1992 : Représentant permanent adjoint de la République du Biélarus auprès des Nations Unies, New York (chargé des questions politiques, sociales et économiques)
- 1992-1993 : Chargé d'affaires de la République du Biélarus aux États-Unis d'Amérique
- 1993-1997 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Biélarus aux États-Unis d'Amérique
- 1997-2000 : Premier adjoint du Ministre des affaires étrangères de la République du Biélarus (affaires politiques et questions sociales et économiques bilatérales et multilatérales)
- 2001-2003 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Biélarus au Royaume de Belgique, Chef de la Mission de la République du Biélarus auprès de la Communauté européenne, Chef de la Mission de la République du Biélarus auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- 2003-2012 : Ministre des affaires étrangères de la République du Biélarus

Expérience professionnelle

- 1991-1997 : Vice-Président de la Première Commission de l'Assemblée générale, Président du Groupe sur le désarmement nucléaire de la Commission du désarmement (à trois reprises), Vice-Président et Rapporteur de la Commission du désarmement (à plusieurs reprises)
- 1991 : Vice-Président de la Conférence d'amendement des États Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau
- 1998 : Président de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies

- 2000 : Président de la Conférence du désarmement, Genève
- Depuis 2012 : Membre du Conseil consultatif de l'Alliance mondiale en faveur de la technologie et des services de l'information
- Depuis 2012 : Représentant spécial de la compagnie Russneft au Bélarus
- Depuis 2013 : Membre du conseil d'administration du Musée national des Beaux-Arts, République du Bélarus

Fonctions actuelles

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels depuis 2011

Publications (les plus récentes)

- « The EU and Belarus: Time for a Fresh Start » (L'UE et le Bélarus : repartir sur de nouvelles bases), *in* « The EU and Belarus. Between Moscow and Brussels » (L'UE et le Bélarus : entre Moscou et Bruxelles) (article paru dans un ouvrage publié au Royaume-Uni par Federal Trust, dont l'objectif est d'enrichir le débat public sur les questions d'administration nationale, continentale et mondiale), 2002, p. 303 à 316
- « Economic Reform for Creating an Independent State » (Réformer l'économie pour créer un État indépendant), *in* Nikkan Kogyo Shimbun (hebdomadaire économique japonais), 4 septembre 2003
- « In Step with Time. Or Better One Step Ahead » (En phase avec son temps. Mieux : avec une longueur d'avance), Delo East+West (bulletin bélarussien d'analyse internationale), n° 6, 2003
- « Belarus and its Relations with the USA and EU » (Les relations du Bélarus avec les États-Unis et l'Union européenne), *in* Wostok Informationen aus dem Osten für den Westen (magazine allemand pour les milieux d'affaires et les responsables gouvernementaux), n° 3, 2003
- Articles parus dans des magazines et journaux nationaux et étrangers sur la question du respect des droits sociaux et économiques des populations de la Communauté d'États indépendants, 2004-2007
- « Human trafficking: beyond the Protocol » (Traite des êtres humains : au-delà du Protocole), *in* Revue des migrations forcées (magazine sur les réfugiés, les déplacements internes et l'apatridie), n° 31, 2008
- « Exploding three myths » (En finir avec trois mythes), *in* *International Herald Tribune* (publication mondiale du New York Times), 3 décembre 2009

Mohamed Ould Lagdaf Ould Boya (République islamique de Mauritanie)

Date et lieu de naissance : 1964, Atar (Mauritanie)

Langues de travail : Français, arabe et anglais

Études

- **Études primaires** : 1973-1979, Atar (Mauritanie) – Certificat d'études primaires
- **Études secondaires** : 1979-1986, Lycée d'Atar – Baccalauréat sanctionnant la fin du 2^e cycle de l'enseignement secondaire
- **Études Universitaires** : 1986-1991, Université de Nouakchott – Maîtrise en droit privé

Activités professionnelles

- **1993-1994** : Institut supérieur d'études professionnelles de Nouakchott
Diplôme : Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) – Université de Nouakchott
- **1994** : prestation du serment en qualité d'avocat stagiaire
- **1994-1997** : avocat stagiaire
- **1997** : avocat en exercice
- **1999-2002** : membre de l'Ordre national des avocats mauritaniens

Fonction actuelle

Avocat à la Cour et membre de la Commission nationale des droits de l'homme

Études et publications

- Mémoire de fin d'études de l'Université de Nouakchott sur « la responsabilité délictuelle en droit mauritanien »
- Membre de la Commission d'élaboration du Code de protection des mineurs en conflit avec la loi et du code pénal pour mineurs
- Avocat, Défenseur des mineurs en conflit avec la loi, en collaboration avec la Fondation Terre des Hommes
- Membre de la Commission d'élaboration de la loi relative à l'aide juridique

Séminaires et autres activités professionnelles

- Révision des dispositions du Code du travail relatives au travail des enfants et des femmes
- Participation à plusieurs séminaires relatifs aux mesures alternatives à la détention préventive des enfants en conflit avec la loi, organisés par le Ministère de la justice

- Participation au séminaire consacré au règlement intérieur des centres de rééducation pour mineurs en conflit avec la loi
- Participation à différentes rencontres sur la protection et la promotion des droits en Mauritanie
- Participation au Forum national de lutte contre la corruption
- Participation au séminaire sur les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Organisation Défense des Enfants International)
- Participation à l'atelier de formation et de sensibilisation sur le système africain de promotion et de protection des droits de l'homme et sur la loi portant répression de la traite d'êtres humains en Mauritanie
- Participation au Congrès de la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune
- Participation aux Journées de réflexion sur les réfugiés
- Encadrement de séminaires sur le cadre juridique des alternatives à la détention préventive des mineurs

Lydia Carmelita Ravenberg (Suriname)

Date et lieu de naissance : 24 avril 1953, Paramaribo (Suriname)

Langue de travail : Anglais

Études

- Maîtrise en droit (*Juris Doctor*, Université Anton de Kom du Suriname); cycle semestriel de formation consacrée aux droits de l'homme, à l'Université d'Utrecht (en 2000); diplôme de troisième cycle en droit international et droit comparé (Institut Lim A Po pour les sciences sociales et Institut international d'études sociales de l'Université Erasmus de La Haye (Pays-Bas), 2011), et obtention de plusieurs certificats délivrés à l'issue de formations destinées aux juges et procureurs suivies au Suriname (Stichting Juridische Samenwerking Suriname Nederland, 2000-2011), aux Pays-Bas et à Curaçao

Expérience professionnelle

- Procureur à la retraite – Bureau du Procureur général à la Cour de justice du Suriname (également membre à ce titre d'un service s'occupant plus particulièrement des questions de droits de l'homme); conseillère juridique de l'État défendeur dans les affaires *Stefano Ajinthaena (Moiwana) c. République du Suriname* et *Les Saramaka c. République du Suriname* devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme; conseillère juridique de la République du Suriname dans plusieurs affaires pendantes à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 2002 à 2007; de février 2002 au 31 mars 2007, membre de la Commission d'experts juridiques sur les droits de l'homme mise sur pied par le Président de la République du Suriname; membre de la délégation ayant présenté le rapport du Suriname sur la discrimination raciale et le rapport national sur les droits civils et politiques (2004); membre de la délégation ayant présenté le rapport du Suriname lors de l'Examen périodique universel (2011). Maître de conférences en droit relatif à la traite d'êtres humains et aux droits de l'homme dans le cadre de la formation professionnelle dispensée aux inspecteurs de police; chargée de cours, avec le juge Bob Wit, sur les droits de l'homme dans le cadre de la formation destinée aux procureurs; chargée de cours sur les droits des peuples autochtones à l'intention des participants au concours de procès simulés dans le système interaméricain des droits de l'homme (2011-2012); membre du jury du concours de procès simulés au niveau national en 2009 et 2012. Membre de la Commission chargée de la lutte contre la traite d'êtres humains au Suriname

Fonction actuelle

- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2013-2016); procureur à la retraite; directrice du cabinet de conseil juridique Watra Human Rights Consultancy NV

Publications

- « De Nawerking van CAO-Bepalingen » (Les effets des dispositions des conventions collectives) (Paramaribo, Université Anton de Kom du Suriname, juillet 1999)

Waleed Sadi (Jordanie)

Date et lieu de naissance : 19 août 1939, Jérusalem

Langues de travail : Anglais et arabe

Études

- Licence en économie, Southern Methodist University, Dallas, Texas (États-Unis d'Amérique)
- *Juris Doctor* (doctorat en droit), Université de Chicago (États-Unis)

Expérience professionnelle

- Diplomate à New York (1965), Washington, D.C. (1969), Moscou, (1971), Londres (1973) et Paris (1975)
- Ambassadeur à Genève (1980) et Ankara (1985)
- Commission des droits de l'homme (1976-1980)
- Président de la Commission des droits de l'homme (1980-1981)
- Membre et Vice-Président de la Sous-Commission des droits de l'homme (1978-1982)
- Membre du Comité des droits de l'homme chargé de la surveillance du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1978-1982 et 1990-1994)
- Membre du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour les victimes de la torture (1982-1990)
- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (1998), Vice-Président de ce même comité (2008 à 2010)
- Commissaire général du Centre national des droits de l'homme, Amman (2003-2006)

Fonctions actuelles

- Rapporteur du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Coordonnateur général des questions des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie
- Éditorialiste au *Jordan Times*

Michael Windfuhr (Allemagne)

Date et lieu de naissance : 15 juin 1961, Schwäbisch Gmünd, Allemagne

Langues de travail : Anglais, espagnol et allemand

Études

- Maîtrise en sciences politiques, philologie germanique et géographie, Université de Heidelberg

Expérience professionnelle

- **2006-2010** Directeur chargé des questions relatives aux droits de l'homme pour les Œuvres sociales de l'Église protestante en Allemagne
- **2003-2006** Directeur exécutif et Secrétaire général de FIAN International (FoodFirst Information and Action Network – Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir, www.fian.org), ONG internationale (dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social) œuvrant pour le droit à une alimentation et de l'eau en suffisance
- **1994-2003** Représentant du FIAN auprès des Nations Unies et de ses agences basées à Rome (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Programme alimentaire mondial)
- **1994-2008** Maître de conférences à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Heidelberg (parallèlement à ses fonctions chez FIAN)
- **1991-1993** Secrétaire général de Germanwatch, organisation non gouvernementale allemande œuvrant en faveur du développement et de l'environnement (www.germanwatch.org) (parallèlement à ses fonctions chez FIAN)
- **1991** Coordonnateur scientifique d'un projet de recherche sur « les liens entre le commerce et l'environnement » à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués de Laxenburg (Vienne)
- **1986-1994** Administrateur de programmes à la FIAN (chargé pendant plusieurs années des activités en Amérique latine, puis en Afrique : travail de suivi et de recherche, formation aux droits de l'homme)

Fonction actuelle

Directeur adjoint de l'institution nationale de défense des droits de l'homme en Allemagne (Institut allemand des droits de l'homme)

Distinctions

A reçu en 2014 la plus haute distinction du Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture pour son travail et son engagement de longue date en faveur du droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire, et tout particulièrement pour son rôle et sa grande implication dans la négociation des Directives volontaires pour une

gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (pour le Comité de la sécurité alimentaire, 2010-2012).

Publications

Sélection d'ouvrages, études et articles scientifiques. La traduction française des titres est purement indicative.

Ouvrages

- Klaus SEITZ, Michael WINDFUHR (1985) : « Landwirtschaft und Welthandelsordnung Handbuch zu den Agrarverhandlungen des GATT », Hambourg, p. 202 (L'agriculture et l'ordre commercial mondial. Manuel consacré aux négociations agricoles du cycle d'Uruguay menées dans le cadre de l'OMC)
- Frank BRASSEL, Michael WINDFUHR (1995) : « Welthandel und Menschenrechte », Dietz Nachf, Bonn (Dietz-TB 68) (Le commerce et les droits de l'homme)
- M. WINDFUHR (1995) : « Welthandel », Lamuv-Verlag, Göttingen (Lamuv-TB 179) (Introduction à la politique commerciale)
- M. WINDFUHR (1996) : « Rohstoffe », Lamuv-Verlag, Göttingen (Lamuv-TB 197) (Introduction au commerce des ressources naturelles)
- M. WINDFUHR (1998) : « Soziale Menschenrechte, in der Entwicklungszusammenarbeit », Hambourg (Les droits sociaux fondamentaux dans la coopération au service du développement)
- Publié sous la direction de M. WINDFUHR (2005) : « Beyond the Nation State. Human Rights in Times of Globalisation » (Au-delà de l'État-nation. Les droits de l'homme à l'ère de la mondialisation), Uppsala (Suède)

En préparation :

- M. WINDFUHR (2016) : « Welternährungspolitik », éditions Klaus Wagenbach, Berlin (La politique alimentaire)

Articles (sélection)

- M. WINDFUHR (2011) : « Umsetzung SOZIALER Menschenrechte », éditions Thomas Hoppe *in* « Soziallehre Menschenrechte und Katholische Soziallehre », Hambourg (Les conditions requises pour la mise en œuvre des droits sociaux fondamentaux)
- M. WINDFUHR (2013) : « Monitoring der Umsetzung von wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Menschenrechten », *in* « Mensch und Recht – Festschrift für Eibe Riedel zum 70. Geburtstag », éditions Duncker et Humblot, Berlin 2013 (publié sous la direction de Dirk Hanschel, Sebastian Graf Kielmansegg, Uwe Kischel, Christian Koenig et Ralph Alexander Lorz) (Suivi de la mise en œuvre des droits fondamentaux économiques, sociaux et culturels)
- M. WINDFUHR (2013) : « Nahrungsmittelsicherheit – eine globale Herausforderung », éditions SEF/INEF « Global Trends 2013 », p. 285 à 306,

Francfort-sur-le-Main (Fischer) (Sécurité alimentaire – Un défi à l'échelle mondiale)

- M. WINDFUHR (2014) : « Hunger und Menschenrechte », éditions Heike Leitschuh-Fechter, numéro spécial de WeltTrends (La faim : un problème qui relève des droits de l'homme)

Recherches/études

- Ch. BALS, S. HARMELING, M. WINDFUHR (2008) : « Climate Change, Food Security and the right to food » (Changement climatique, sécurité alimentaire et droit à l'alimentation), étude rédigée pour Brot für die Welt, Diakonie Katastrophenhilfe et Germanwatch, Stuttgart, p. 212
 - Ch. BALS, S. HARMELING, M. WINDFUHR (2008) : « Making the adaptation fund work for the most vulnerable people » (Mettre le fonds pour l'adaptation au service des personnes les plus vulnérables), Stuttgart, p. 24
 - M. WINDFUHR (2014) : « Water for agriculture: State obligations under the human right to water and the human right to adequate food » (L'eau pour l'agriculture : les obligations incombant à l'État en vertu du droit fondamental à l'eau et à une alimentation suffisante), étude rédigée pour le Ministère allemand de l'alimentation et de l'agriculture, janvier 2014
 - M. WINDFUHR, L. WEINGÄRTNER (2014) : « International Dimension of the right to adequate food » (Dimension internationale du droit à une alimentation suffisante), étude rédigée pour la FAO à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption des Directives volontaires sur le droit à une alimentation suffisante, Rome, 2014
-